

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL PERSONNEL ET ORGANISATION

F. 2009 — 1842

[C — 2009/02032]

12 MAI 2009. — Arrêté royal portant modification de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1^{er}, remplacé par la loi du 22 juillet 1993 et modifié par la loi du 24 décembre 2002;

Vu l'arrêté royal du 3 avril 1997 portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale, en application de l'article 47 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, confirmé par la loi du 12 décembre 1997, notamment l'article 21, § 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, notamment les articles 18 et 21;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 septembre 2008;

Vu l'accord de Notre Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 10 octobre 2008;

Vu le protocole n° 622 du 24 novembre 2008 du Comité des services publics fédéraux, communautaires et régionaux;

Vu les avis du Collège des Institutions publiques de Sécurité sociale des 6 juin 2008 et 3 avril 2009;

Vu l'avis 45.574/1 du Conseil d'Etat, donné le 22 décembre 2008 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 18 de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, remplacé par l'arrêté royal du 25 novembre 1993, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 18. L'article 82 doit se lire comme suit :

« Article 82. Les chambres de recours suivantes sont instituées :

1° une chambre de recours pour l'ensemble des institutions publiques de sécurité sociale;

2° une chambre de recours pour l'ensemble des organismes d'intérêt public;

3° une chambre de recours pour les fonctionnaires dirigeants.

Les chambres de recours comprennent autant de sections qu'il y a de régimes linguistiques parmi les agents susceptibles de demander à être entendus par elles.

La chambre de recours des fonctionnaires dirigeants comprend une section d'expression française et une section d'expression néerlandaise.

Le régime linguistique de l'agent détermine la section devant laquelle il comparait. »

Art. 2. L'article 21 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 4 août 2004, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 21. L'article 84 doit se lire comme suit :

« Art. 84. § 1^{er}. Les chambres de recours se composent :

1° de deux présidents, magistrats, nommés par Nous; le président francophone préside la section d'expression française, le président néerlandophone préside la section d'expression néerlandaise;

2° par section, d'assesseurs choisis parmi les agents définitifs;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST PERSONEEL EN ORGANISATIE

N. 2009 — 1842

[C — 2009/02032]

12 MEI 2009. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, § 1, vervangen bij de wet van 22 juli 1993 en gewijzigd bij de wet van 24 december 2002;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 april 1997 houdende maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid, met toepassing van artikel 47 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, bekrachtigd bij de wet van 12 december 1997, inzonderheid op artikel 21, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op de artikelen 18 en 21;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 12 september 2008;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Staatssecretaris voor Begroting, van 10 oktober 2008;

Gelet op het protocol nr. 622 van 24 november 2008 van het Comité voor de federale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten;

Gelet op de adviezen van het College van de Openbare Instellingen van Sociale zekerheid van 6 juni 2008 en 3 april 2009;

Gelet op advies 45.574/1 van de Raad van State, gegeven op 22 december 2008, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Ambtenarenzaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 18 van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, vervangen bij het koninklijk besluit van 25 november 1993, wordt vervangen als volgt :

« Art. 18. Artikel 82 moet als volgt worden gelezen :

« Artikel 82. De volgende raden van beroep worden ingesteld :

1° een raad van beroep voor het geheel van de openbare instellingen van sociale zekerheid;

2° een raad van beroep voor het geheel van de instellingen van openbaar nut;

3° een raad van beroep voor de leidende ambtenaren.

De raden van beroep bevatten zoveel afdelingen als er taalstelsels zijn voor de ambtenaren die kunnen vragen om door hen te worden gehoord.

De raad van beroep voor leidende ambtenaren omvat een Nederlandse en een Franse afdeling.

Het taalstelsel van de ambtenaar bepaalt voor welke afdeling hij verschijnt. »

Art. 2. Artikel 21 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 4 augustus 2004, wordt vervangen als volgt :

« Art. 21. Artikel 84 moet als volgt worden gelezen :

« Art. 84. § 1. De raden van beroep zijn samengesteld uit :

1° twee voorzitters, magistraten, door Ons benoemd; de Franstalige voorzitter zit de Franstalige afdeling voor, de Nederlandstalige voorzitter zit de Nederlandstalige afdeling voor;

2° per afdeling, assessoren gekozen uit de vaste ambtenaren;

3° par section, d'un greffier-rapporteur;

4° de suppléants, à savoir trois présidents nommés par Nous, deux greffiers-rapporteurs au moins et des assesseurs.

§ 2. Deux des présidents suppléants assument respectivement la présidence de la section d'expression française pour le président francophone et de la section d'expression néerlandaise pour le président néerlandophone.

Le troisième président suppléant doit justifier de la connaissance de l'allemand ainsi que du français ou du néerlandais. Il assume notamment la présidence de la section chargée d'émettre un avis sur les recours introduits par les agents du régime linguistique allemand.

A défaut de magistrats, des magistrats honoraires ou émérites peuvent être désignés.

§ 3. Les assesseurs sont désignés pour moitié par le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions, sur proposition, selon le cas, des fonctionnaires dirigeants réunis en collège des institutions publiques de sécurité sociale ou des fonctionnaires dirigeants des organismes d'intérêt public, réunis en collège.

Pour l'autre moitié, ils sont désignés par les organisations syndicales représentatives à raison de deux assesseurs par organisation dans les sections d'expression française et d'expression néerlandaise et d'un assesseur par organisation à la section d'expression allemande.

Les assesseurs sont choisis parmi les agents définitifs âgés de 35 ans au moins et comptant six ans de bons services. A défaut d'agents comptant six ans de bons services, il peut être dérogé à cette condition.

La représentativité aux chambres de recours est celle prévue par les articles 7 ou 8, § 1^{er}, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

Les assesseurs désignés par les organisations syndicales doivent être agréés par le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions. Le refus d'agrément est soumis à l'avis du Comité des services publics fédéraux, communautaires et régionaux.

§ 4. Le greffier-rapporteur est désigné par le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions. Il n'a pas voix délibérative.

§ 5. Le président, les assesseurs et les greffiers suppléants sont désignés de la même manière que les effectifs.

§ 6. Lorsque la chambre de recours pour les institutions publiques de sécurité sociale est saisie d'un recours par un agent définitif d'une de ces institutions, elle comprend obligatoirement au moins un assesseur appartenant à cette institution.

Lorsque la chambre de recours pour les organismes d'intérêt public est saisie d'un recours par un agent définitif d'un de ces organismes, elle comprend obligatoirement au moins un assesseur appartenant à cet organisme.

Les assesseurs effectifs ou suppléants qui siègent pour l'examen d'une affaire doivent appartenir à un niveau égal ou supérieur à celui du requérant.

§ 7. Dans chaque affaire, un agent définitif du niveau A et un suppléant à celui-ci sont désignés par le ministre intéressé ou son délégué pour défendre la proposition contestée.

Cet agent ne peut assister à la délibération. L'avis fait mention de ce que cette interdiction a été respectée. »

Art. 3. Les dispositions statutaires applicables à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté continuent à régir les recours introduits devant les chambres de recours avant cette date.

Art. 4. Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 mai 2009.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,
S. VANACKERE

3° per afdeling, een griffier-rapporteur;

4° plaatsvervangers, namelijk drie voorzitters door Ons benoemd, ten minste twee griffiers-rapporteurs en assessoren.

§ 2. Twee van de plaatsvervangende voorzitters nemen respectievelijk het voorzitterschap waar van de Franstalige afdeling voor de Franstalige voorzitter en van de Nederlandstalige afdeling voor de Nederlandstalige voorzitter.

De derde plaatsvervangende voorzitter moet zijn kennis van het Duits bewijzen evenals van het Frans of het Nederlands. Hij treedt inzonderheid op als voorzitter van de afdeling die ermee belast is een advies uit te brengen over de beroepen die worden ingediend door ambtenaren van het Duitse taalstelsel.

Bij gebrek aan magistraten, mogen eremagistraten of emeritusmagistraten aangewezen worden.

§ 3. De helft van de assessoren wordt door de Minister tot wiens bevoegdheid de Ambtenarenzaken behoren aangewezen, op voorstel, naar gelang het geval, van de in college van de openbare instellingen van sociale zekerheid vergaderde leidende ambtenaren of van de in college vergaderde leidende ambtenaren van de instellingen van openbaar nut.

De andere helft wordt per organisatie aangewezen door de representatieve vakorganisaties, naar rato van twee assessoren in de Nederlandse en Franse afdelingen en één assessor in de Duitse afdeling.

De assessoren worden gekozen uit de vaste ambtenaren die ten minste 35 jaar oud zijn en zes jaar goede dienst tellen. Bij gebrek aan ambtenaren die zes jaar goede dienst tellen, kan van deze voorwaarde worden afgeweken.

De representativiteit in de raden van beroep is die welke bepaald is bij de artikelen 7 of 8, § 1, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

De door de vakorganisaties aangewezen assessoren moeten door de Minister tot wiens bevoegdheid de Ambtenarenzaken behoren worden erkend. De weigering tot erkenning wordt voorgelegd aan het advies van het Comité voor de federale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten.

§ 4. De griffier-rapporteur wordt door de Minister tot wiens bevoegdheid de Ambtenarenzaken behoren aangewezen. Hij is niet stemgerechtigd.

§ 5. De plaatsvervangende voorzitter, assessoren en griffiers worden op dezelfde manier aangewezen als de gewone leden.

§ 6. Wanneer bij de raad van beroep voor de openbare instellingen van sociale zekerheid een beroep wordt aanhangig gemaakt dat is ingediend door een vaste ambtenaar van één van deze instellingen, dient in de raad ten minste één assessor zitting te hebben die tot deze instelling behoort.

Wanneer bij de raad van beroep voor de instellingen van openbaar nut een beroep wordt aanhangig gemaakt dat is ingediend door een vaste ambtenaar van één van deze instellingen, dient in de raad ten minste één assessor zitting te hebben die tot deze instelling behoort.

De gewone of plaatsvervangende assessoren die zitting houden voor het onderzoek van een zaak, moeten tot hetzelfde of een hoger niveau behoren als dat van de verzoeker.

§ 7. In elke zaak wijst de betrokken minister of zijn afgevaardigde een vaste ambtenaar van niveau A en een vervanger aan om het betwiste voorstel te verdedigen.

Deze ambtenaar mag niet aan de beraadslaging deelnemen. Het advies vermeldt de naleving van dit verbod. »

Art. 3. De rechtspositionele bepalingen die toepasselijk zijn op de datum van het van kracht worden van dit besluit, blijven van toepassing op de beroepen die vóór deze datum bij de raden van beroep zijn ingesteld.

Art. 4. Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 mei 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken,
S. VANACKERE